

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

# La Commune

n°87

Avril-Juin 2012

2,5 euros

Trimestriel *La Commune*,

journal en langue française de militants

du NPA membres du courant international M.S.T.-I.

(IV<sup>e</sup> Internationale)

## Le 22 avril : votez Philippe POUTOU

Archives de France : Succès du meeting du 29 mars 2012 (p.2)

Elections présidentielles : J-L.Mélenchon & F.Hollande (pp.4-7)

Algérie : La marche vers l'indépendance ( p.15)

## Archives de France

# Succès du meeting du 29 mars

Depuis septembre 2010, le personnel des Archives nationales et ses syndicats mènent une lutte acharnée contre le projet national-chauvin de Sarkozy de créer une Maison de l'Histoire de France, ou Musée de l'identité nationale. Notre journal s'en est d'ailleurs fait régulièrement l'écho.

Jeudi 29 mars 2012, un nouveau meeting était organisé contre le projet réactionnaire de Sarkozy. Nous publions ci-dessous le dernier communiqué de l'intersyndicale Archives. (extraits)

Intersyndicale CFDT-CFTC-CGT  
Archives de France

### « LE PROJET DE MAISON DE L'HISTOIRE DE FRANCE SERA ABROGÉ »

**C'est à l'unanimité que les intervenants ont exigé l'abandon du projet de Maison de l'Histoire de France !**

**Karine GLOANEC MAURIN, PS,** représentant **François HOLLANDE**

« Malgré toutes les évolutions qu'a subies le projet de MHF, il ne sera pas pour François Hollande un projet qu'il faut soutenir. »

« Ce projet n'obtiendra pas, si François Hollande est élu, de suite. François Hollande l'a annoncé le 18 mars dernier au Cirque d'Hiver et très clairement : le projet de MHF sera abrogé. »

**Gaël QUIRANTE, NPA,** représentant **Philippe POUTOU**

« Se réapproprier les outils de production, cela veut dire aussi se réapproprier les outils culturels. Ce chantier est devant nous, et il faut le mener comme a été menée la bagarre des personnels des Archives nationales : il faut faire front commun. Non à la MHF ! »

**Benoît SCHNECKENBURGER, FdG,** représentant **Jean-Luc MELENCHON**

« Nous apportons notre soutien total à la lutte des personnels et demandons l'abandon total de ce projet de MHF. Il faut mener toutes les opérations nécessaires au maintien des Archives nationales au centre de Paris et développer le projet de réhabilitation qui avait été mis en place. »

**Jacques BOUTAULT, EELV,** représentant **Eva JOLY**

« Ce projet de MHF s'inscrit dans une vision de l'histoire très idéologique, une vision très nationaliste et étriquée (...) »



De gauche à droite : Michel Thibault, CFDT Archives ; Nicolas Offenstadt, historien ; Karine Gloanec Maurin, PS ; Jacques Boutault, EELV ; Béatrice Hérol, CFTC Archives ; Wladimir Susanj, CGT Archives ; Jean Bollack, philosophe ; Gaël Quirante, NPA ; Benoît Schneckemberger, FdG ; Didier Alaïme, CGT Culture.

C'est pourquoi nous resterons à vos côtés jusqu'à ce que ce projet soit abandonné. »

**Nicolas OFFENSTADT, historien, maître de conférences (Université Paris 1)**

« On a à faire non pas à un projet culturel, non pas à un projet historiographique, mais bien à un projet politique et idéologique (...) Ce Musée de l'Histoire de France est l'instrument de lutte idéologique du sarkozysme historique, du sarkozysme national et de l'identité nationale. »

« L'idée qu'il faut « faire France ensemble », voilà l'objectif du Musée. « Faire France ensemble », mais pas faire société. D'emblée, le musée est mis sous le sceau d'un discours idéologique qui est celui de l'identité nationale, de reconstruire un roman mythique qui est

celui de la France éternelle ».

**Arlette FARGE, historienne, directrice de recherche (EHESS) - message**

« Aussi le projet d'une Maison de l'Histoire de France me paraît-il dérisoire et indécent. Que veut le gouvernement si ce n'est à nouveau, sous prétexte de « restauration nationale », imposer une Histoire de France construite sur un projet identitaire insupportable. »

**Wladimir SUSANJ, secrétaire général de la CGT Archives**

« Il faut battre Sarkozy dans quatre semaines, il faut le balayer ! Il faut le balayer car il est une menace contre tous les salariés et leurs familles, il est fauteur de chômage, de misère, de bas salaires et de liquidation de nos retraites. Et il est aussi l'ennemi public n°1 de la Culture, son projet de Maison de l'Histoire de France en est la preuve ! »

**Béatrice HEROLD, représentante de la CFTC Archives**

« Quel est l'enjeu, au fond, pour nous, les personnels ? C'est la place des Archives nationales dans la Cité. Place morale, symbolique, et par conséquent, place physique dans la topographie parisienne. La décision d'implanter la MHF au sein même des AN, c'est dénier leur capacité d'ouverture sur la société, c'est se défier des compétences des professionnels. »

**- NON A LA MAISON DE L'HISTOIRE DE FRANCE DE SARKOZY  
- RENFORCEMENT ET RENOVATION DES ARCHIVES NATIONALES (CREATIONS D'EMPLOIS STATUTAIRES, RENOVATION-REHABILITATION DES MAGASINS...)**

Paris, le 2 avril 2012

# Éditorial

## Votons Philippe Poutou !

### SOMMAIRE

	Pages
■ Archives de France : Succès du meeting du 29 mars 2012	2
■ Éditorial	3
■ Elections présidentielles : J-L. Mélenchon et F. Hollande	4
■ Une nouvelle phase de la crise de l'économie mondiale : la crise de l'Euro	7
■ Etat espagnol : Et maintenant ?	12
■ Grèce : Rupture ou faillite	13
■ Argentine : Nouvelle situation, Nouveaux défis	14
■ Algérie : La marche vers l'indépendance	15

### ABONNEMENT

Nom, prénom : .....

.....

Adresse : .....

.....

Code postal, ville : .....

.....

★ Onze numéros : 26 euros

★ Abonnement de soutien : 40 euros ou plus

Chèques à l'ordre de :  
**ADIDO**

**ADIDO, BP7, Alfortville.**

**CEDEX 94143**

(ADIDO, association loi 1901,  
édite le mensuel *La Commune*.)

courrier électronique :

**lacommune@lacommune.org**  
**http://www.lacommune.org**

Notre candidat Philippe Poutou a déclaré récemment à la télévision que la différence, la seule qui existe, entre l'austérité de droite de Sarkozy et l'austérité de gauche, c'est que la gauche, lorsqu'elle procède à des licenciements et à des plans contre les salariés... elle, s'excuse de le faire en expliquant qu'il n'y a pas d'autre moyen.

Là est le problème : le programme de Sarkozy et celui de Hollande constituent les deux faces de la même médaille, celle de la défense de la propriété privée et des intérêts patronaux.

Bien sûr, la haine de Sarkozy est telle que, aux yeux des plus larges masses, il y a urgence à le faire dégager. Et ils ont mille fois raison. De ce point de vue, les salariés ne renvoient pas dos à dos Sarkozy et Hollande. Il serait idiot de ne pas le comprendre. Mais il serait tout aussi insensé de ne pas dire la vérité aux millions de salariés sur le véritable contenu du programme de Hollande qui a déjà déclaré qu'il n'abrogerait pas l'essentiel des mesures prises par Sarkozy les dernières années.

Dire la vérité, c'est précisément le rôle de notre candidat Philippe Poutou et il s'y emploie avec constance.

Et puis, il y a ce « troisième homme », ce « tribun » aux accents très radicaux qui pourrait, nous dit-on, être la solution aux souffrances du plus grand nombre. Et, ces derniers jours, les déclarations se multiplient pour assurer que le Front de Gauche, donc Mélenchon, n'ira pas au gouvernement.

La belle affaire ! A supposer que cela soit vrai, ce qui reste encore à prouver, les événements prochains nous le diront, qu'est-ce que cela change ?

Que l'utilité politique du Front de Gauche, afin de mieux duper les masses, soit à l'extérieur ou à l'intérieur du prochain gouvernement Hollande, c'est affaire de circonstances.

Le PCF, qui vertèbre, n'oublions pas de le rappeler, à 90 % le Front de Gauche (le reste se composant du groupusculaire

Parti de Gauche et de transfuges du NPA, Gauche Unitaire et Gauche Anticapitaliste qui ont préféré partir à la gamelle, grand bien leur fasse) a pour fonction historique, quel que soit son degré de crise, de venir en aide aux partis de la bourgeoisie et donc à la propriété privée des moyens de production en utilisant le double langage en permanence.

C'est ainsi, faut-il le rappeler, que le PCF a été la colonne vertébrale du Front populaire en 1936, tout en n'étant pas membre du gouvernement Blum. Ce qui ne l'a pas empêché, bien au contraire, de trahir la grève générale de 1936 et de préparer la défaite des masses en France, en Espagne, en Allemagne, à la veille de la seconde guerre mondiale

Alors, dans ou hors du prochain gouvernement, Mélenchon et ses maîtres de l'appareil du PCF verront bien le moment venu. Pour l'heure, leur fonction est de servir de rabatteurs de voix pour Hollande. Et demain de tenter de corseter la classe ouvrière.

Mélenchon le tribun plébéen aux 760 000 euros de patrimoine personnel, l'amateur de la Marseillaise, le fan de Carla Bruni, est un avatar de plus et un obstacle mis dans les pieds des travailleurs.

Mais il n'est que l'écume des choses et il sera balayé par la vague qui vient. Dans cette dernière ligne droite, une seule exigence : votez, faites voter pour notre candidat Philippe Poutou, notre porte-drapeau de l'anticapitalisme

**Pedro Carrasquedo**

**8 avril 2012**

## Elections présidentielles : Jean-Luc Mélenchon

# Mélenchon, le miroir aux alouettes

*Est-il besoin de parler du programme de Sarkozy ? Nous en subissons tous les jours les dramatiques conséquences. La notion même de progrès social est étrangère à ce programme qui tente de rivaliser chaque jour un peu plus avec celui du FN. Sarkozy ne promet rien d'autre que la continuité dans le pire. La seule réponse qu'appelle ce programme a été apportée par les habitants de Bayonne : « dégage ! ». Qu'en est-il de ses rivaux Hollande et Mélenchon ?*

Commençons par celui qui, en toute modestie, se présente comme l'enfant des Lumières : Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de Gauche qui est une coalition largement vertébrée par le PCF. Candidat aujourd'hui soutenu par « la gauche anticapitaliste du NPA », laquelle considère que la candidature de ce transfuge de l'OCI, puis du PS, ancien ministre de Jospin, est une candidature de « rassemblement anticapitaliste ». Certes, les actes ne suivent pas les hommes et la campagne de Mélenchon a le goût d'une campagne anticapitaliste, tout comme le Canada-dry a le goût de l'alcool, sans en être. Dans la Bible, Saül, transfiguré, est devenu Paul. Dans la vie, Mélenchon reste un opportuniste. Nous ne jugeons pas sur des impressions, sur des postures, des discours lyriques mais sur le programme de ce candidat et ses actes.



### Un homme d'Etat

Jean-Luc Mélenchon fut donc ministre délégué à l'enseignement professionnel. On lui doit la création des Lycées des métiers qui lui valurent les félicitations de la PEEP, association de parents d'élèves classée à droite. Ce « Lycée des Métiers » aujourd'hui tant décrié par les enseignants avait pour but de fusionner les Lycées professionnels publics et les CFA patronaux et de généraliser l'alternance école-entreprise, pour mieux répondre aux besoins du patronat. Mélenchon le tribun ne s'en vante pas dans ses meetings...

Le calcul est simple : un BEP en deux ans en alternance équivaut à une année de cours théoriques et pratiques en moins. Les BEP n'y ont pas résisté. Quelques années plus tard, la droite les a purement et simplement supprimés. Jusqu'à plus ample informés, Mélenchon n'a jamais regretté cette mesure par la suite. Confère le peu de place que son programme accorde à l'enseignement technique : « L'investissement de l'État dans l'enseignement professionnel sera augmenté de 50 % pour que les enseignements techniques, professionnels et généraux soient d'égale qualité. » Sous-entendu : pas question de revenir sur l'alternance, sur la suppression des CAP et des BEP ; Ce qui est fait n'est plus à défaire, en somme.

### L'Union Européenne

Jean Luc Mélenchon fut un véhément défenseur du traité de Maastricht en 1992, devant les Sénateurs. Il qualifia alors ce traité scélérat de « compromis de gauche », dans un vibrant éloge à



*Les complices de l'europe de Maastricht*

« la nation européenne » (le 9 juin 1992). Mais, en 2005, il devint l'une des figures emblématiques du Non au Traité constitutionnel européen. Un pas en avant, donc. Puis, aussitôt après la victoire du Non, il fit... Deux pas en arrière. En novembre de cette année-là, il vota la motion de synthèse du congrès du PS, basée sur le texte de Hollande. Il s'en expliquait alors dans son blog : « La synthèse désigne la mise au point d'un texte d'orientation qui devient commun à ceux qui l'amendent. On part de la motion qui a recueilli le plus de voix, et on discute pour voir si ce qui paraît essentiel à chacun peut se retrouver dans un même texte. C'est ce qui a été fait. Il fallait ensuite savoir si j'approuvais ce compromis. C'est ce que j'ai fait avec la quasi-totalité des congressistes. Je l'ai fait parce que sur un point décisif à mes yeux j'obtenais gain de cause. Je parle, bien sûr, du refus de signer la Constitution européenne au lendemain de la prochaine élection présidentielle. » Le refus de signer la constitution européenne en 2007 ne mangeait plus de pain, à ce moment-là puisque que ce projet était mort, massivement rejeté dans plusieurs pays. Le PS demeurait un ardent défenseur de l'intégration européenne. A l'évidence, la rupture de Mélenchon avec le PS eût été crédible

## Elections présidentielles : Jean-Luc Mélenchon

si elle s'était produite à ce moment-là. Les raisons qui ont motivé le départ précipité de Mélenchon du PS, quelques années plus tard, demeurent absconses.

Ne pas soutenir Mélenchon serait, paraît-il, faire œuvre de sectarisme ? Certes, un pas en avant vaut mieux qu'une douzaine de programmes. Mais, quel pas en avant le Front de Gauche a-t-il fait ailleurs que dans les mots ? Lorsque l'on lit le programme du FG à propos de l'Europe, nous réalisons bien vite qu'il n'est pas question d'abroger le traité de Maastricht, de rompre avec l'Union Européenne et ses institutions, telles la BCE. Les belles phrases sur « une autre Europe » y perdent leur sens. Mélenchon a changé... Et il n'a pas changé.

### Droit au logement

Le logement ? Le Front de gauche se prononce pour l'interdiction des expulsions



*Dans les rues de Paris*

sions locatives. Simple promesse électorale ou engagement à mener le combat jusqu'au bout sur cette question ? Nous avons malheureusement quelques raisons d'en douter :

le 19 mars 2006, au sortir d'une manifestation contre le CPE, Jean-Luc Mélenchon est sollicité pour signer une pétition en défense des familles mal-logées d'Alfortville, portée notamment par Monseigneur Jacques Gaillot ; France Libertés - Fondation Danielle Mitterrand ; Lucie Aubrac, professeur agrégé, ancienne résistante, grand Officier de la Légion d'Honneur ; Raymond Aubrac, ingénieur, ancien résistant, grand Officier de la légion

d'honneur ; Albert Jacquard, généticien ; Christian Mahieux, secrétaire national de SUD-rail. La réponse de Mélenchon sera surprenante : « les mal-logés, je ne peux pas les blairer ». Si c'est de l'humour au « second degré », cela ne risquait pas de faire rire les familles sans logis ou parquées dans un hôtels-taudis que défendait cette pétition. Monsieur Mélenchon, lui, est bien logé et bien nourri. Il n'a donc pas signé cette pétition.

### Expulsions

Les arrêtés anti expulsions des municipalités PCF : régulièrement des municipalités PCF adoptent des arrêtés anti-expulsions. Tout aussi régulièrement, les Préfectures saisissent les tribunaux administratifs pour « retoquer » ces arrêtés. Ainsi, en 2004, le maire de Bobigny (93), Birsinger (décédé depuis) a pris un tel arrêté et dans le même temps l'Office HLM de cette ville, présidé par un de ses adjoints, prenait la responsabilité d'expulser 79 familles. Jamais, ces maires n'ont saisi la cour administrative d'appel, interdit les expulsions dans leurs offices HLM. Et, donc, jamais le Conseil d'Etat n'a pu être saisi sur cette question. Jamais non plus Mélenchon, sénateur n'a demandé l'arrêt des expulsions et exigé que les arrêtés anti-expulsions ne soient plus déclarés illégaux par les pouvoirs publics. Ca non plus, l'orateur n'en dit mot...

### Ou sont passées les 37,5 ?

Les retraites ? Le programme du FG se prononce pour la retraite à 60 ans à taux plein, 75% du salaire et pas une retraite en dessous du SMIC. Qui dit mieux ? En fait, il y a maldonne puisque la durée de cotisation n'est pas chiffrée, ce qui permet de ne pas revendiquer le retour aux 37,5 annuités public-privé. La formule « droit à la retraite à taux plein à 60 ans pour tous » en devient



*Pas 40 ! Ni 42 ! 37,5 pour toutes et tous !!!*

plus qu'ambiguë. Cela signifie-t-il qu'un salarié n'ayant pas les 41 années de cotisations requises depuis Balladur-Fillon ne pourra pas partir à 60 ans ? On cherche en vain dans ce beau document l'exigence de l'abrogation des lois Fillon-Balladur-Woerth

Voilà qui ressemble fort à la proposition de Hollande de permettre la retraite à 60 ans pour les carrières longues, à condition d'avoir travaillé 41 annuités. Quelle audace en vérité. Silence là aussi de Mélenchon dans ses discours...

### Islamophobie

Mélenchon se réclame de la laïcité. Fort bien. Mais, au nom d'une laïcité mal digérée, il fait feu de tout bois contre les jeunes filles voilées. Souvenons-nous : lorsque le NPA avait présenté Ilham Moussaïd aux élections municipales dans le Vaucluse, il avait participé activement au concert des bien-pensants en déclarant : « cette candidature n'est franchement pas une bonne idée et franchement, tout ça est régressif » Cela lui avait valu une réponse d'un camarade, réponse que nous partageons : « *Nous avons toi et moi longtemps appartenu au Parti socialiste, où il est de bon ton de stigmatiser les « voilées ».* C'est dans ce parti que j'ai pu observer les manifestations les plus machistes et misogynes, sans que cela ne suscite aucun tollé chez les éléments masculins : *blagues sexistes, intimidations physiques et, last but not least, infractions délibérées à la loi sur la*

## Elections présidentielles : Jean-Luc Mélenchon



2007 avec Segolène Royal

parité. C'est drôle, dans ces cas-là, personne ne s'élève contre la « domination patriarcale ».

Tu affirmes enfin qu'Ilham Moussaïd « divise » et qu'il lui faut « tirer les leçons de l'Histoire de France (...) parce que nous avons connu trois siècles de guerre de religion ». Si ce n'est pas un dérapage de ta part, cela y ressemble de près.

En quoi le foulard d'Ilham serait-il comparable à nos guerre de religions, à la déportation des juifs par la police française ou encore à la « mission émancipatrice » laïco-chrétienne en Algérie ? Il faut garder le sens de la mesure, Jean-Luc !

La laïcité qui décide comment il faut s'habiller sur la voie publique, qui prétend interpréter le sens que l'on donne à son apparence physique et qui exclut les têtes (et les voiles !) qui dépassent, ce n'est pas la laïcité : c'est l'intolérance et le refus de la différence. Jean-Luc, laisse cela aux Besson, Hortefeux, Gérin et Raoult » On n'a pas entendu ces dernières semaines, le « troisième » homme s'en vanter devant les salariés venus l'écouter.

### Le Tibet

Enfin, parce qu'il faut terminer (provisoirement), soulignons le caractère

très spécial de l'internationalisme de Mélenchon. N'a-t-il pas repris à son compte l'historiographie officielle de la bureaucratie chinoise en déclarant à propos du Tibet au moment des massacres : « Parler d'invasion en 1959 pour qualifier un événement à l'intérieur de la révolution chinoise est aberrant. » Façon même pas déguisée de ne pas condamner la répression sanglante au Tibet. L'a-t-il rappelé dans ses discours de Paris et de Toulouse où pourtant certains dirigeants de la Gauche anticapitaliste du NPA ont participé à la tribune ? Bien sûr que non.

### En guise de conclusion

Mélenchon, ex-trotskyiste, ex-gauche du PS, ex-PS, nouveau chien savant du



Manifestation de tibétains réfugiés au Népal

stalinisme français nous rappelle furieusement cette chanson de Jacques Dutronc : « je ne sais faire qu'un seul geste, je retourne ma veste » Derrière le clinquant des mots, des formules-choc et du lyrisme grandiloquent se dessine le vrai visage de Mélenchon qui ne manque pas, à l'occasion, de rassurer les « investisseurs » en leur jurant qu'ils n'ont rien à craindre de lui. Nous le confirmons. Mélenchon, le rabatteur de voix pour Hollande, aura bien récité sa leçon.

Daniel Petri et Pedro Carrasquedo



Manifestation, à Marseille contre la réforme des retraites

## Elections présidentielles : François Hollande

# Que tout change pour que rien ne change

*L'air du changement, voilà ce que peut chanter un candidat sans parole. En 1969, le futur président Pompidou nous présenta « le changement dans la continuité ». En 1974, le candidat Mitterrand arracha à Rimbaud la formule magique « changer la vie ». En 2007, Sarkozy exalta « la rupture ». En 2012, Hollande lance « le changement, c'est maintenant ». Face à l'aspiration des millions qui veulent dégager Sarkozy, Hollande semble avoir repris à son compte la formule de l'auteur du fameux roman, Le guépard : « Il faut que tout change pour que rien ne change » Hollande décline son programme en 60 engagements. Quel en est le contenu ? Analyse.*

**P**iochons au hasard : « je veux faire des PME ma priorité ». Question : « c'est quoi, les PME ? ». Les PME sont une masse d'entreprises sous-traitantes des grands groupes dits « industriels » et de la construction. Les salariés y sont en général plus mal-payés, y ont moins de garanties collectives. Le droit syndical y est bafoué, le travail dissimulé, non-déclaré y est monnaie courante. Il existe, certes, encore quelques petites entreprises à caractère artisanal qui résistent encore à ce maillage d'entreprises sous-traitantes qui, pour Hollande, sont la priorité.

### L'impôt saigné

Il y a plus grave : Hollande veut fusionner l'impôt sur le revenu et la CSG « dans le cadre d'un prélèvement simplifié sur le revenu ». Il précise « une part de cet impôt sera affectée aux organismes de sécurité sociale ». Ce n'est « technique » qu'en apparence. Question : quelle part de cet impôt serait versée à la sécu ? Mystère. Pour mémoire, la CSG imposée il y a vingt ans par le gouvernement Mitterrand-Rocard consistait en un transfert d'une partie des cotisations sociales vers un impôt à la source. Ce fut un premier pas vers la fiscalisation de la Sécurité sociale qui était, dans son principe, une institution indépendante. Hollande veut franchir un second pas vers cette fiscalisation : l'intégrer complètement et définitivement au budget de l'Etat qui décidera seul de la part à reverser à la Sécu. Nous avons tout à craindre !

### Le bâtiment

Sur la question du Logement, Hollande nous enfume : il promet la construction de 2,5 millions de logements au cours du prochain quinquennat. Ce qui fait :

500 000 logements par an. A toutes les nouvelles constructions, il veut appliquer la règle dite des trois tiers : un tiers de logements sociaux locatifs, un tiers de logements pour l'accession dite « sociale » à la propriété, un tiers de logements « libres ». Ce qui fait : un peu plus de 800 000 HLM sur 5 ans, soit 160 000 par an. Quant à l'accession « sociale », elle va toucher des familles qui vivent depuis longtemps en HLM et qui, dépassant le plafond de ressources du fait des augmentations de salaires dues à l'ancienneté ou à la technicité, doivent payer un surloyer. Mais là n'est pas le plus grave : Hollande n'a rien à

là encore, tout ce qui brille n'est pas d'or. La notion même de « droit au logement » n'est pas au programme !

Il n'y a là rien qui puisse satisfaire les besoins des trois millions de mal-logés et des onze millions de personnes qui vivent au-dessous du seuil de la pauvreté.

### Le droit au travail et à la vie

Sur le chômage et les licenciements : s'agit-il d'interdire aux patrons de jeter à la rue les salariés, dans les entreprises, qu'elles fassent ou non des bénéfiques ? Rien de rien dans son programme, comme de bien entendu. S'agit-il d'abroger la loi scélérate contre les retraites de décembre 2010 ? Pas question. De revenir sur le déremboursement des médicaments ? D'en finir avec le forfait hospitalier ? L'asphyxie des hôpitaux ? La privatisation des services publics ? Pas un mot.

Nous avons bien lu, ce sont des engagements « pour la France », pas pour la population laborieuse.

Ces engagements qui n'ont rien de prometteur se situent dans le cadre de cette Union européenne des capitalistes et des banquiers. Aux militants socialistes qui nous disent : « la priorité est de chasser Sarkozy », nous répondons : « Oui, il faut chasser Sarkozy et toute sa politique ». Or, François Hollande a déjà rassuré la droite aux abois sur un point-clé : il ne reviendra pas sur les réformes anti sociales et anti-immigrées de Sarkozy. Cela n'a pourtant pas empêché Mélenchon d'affirmer, le 4 mars dernier sur le plateau d'Europe n°1 que « Hollande est sur le bon chemin ». Ce chemin-là n'est certainement pas le nôtre.

**Daniel Petri et Pedro Carrasquedo**



Oui au référendum de 2005

dire sur les expulsions, rien à dire en faveur de l'application de l'ordonnance de 1945 sur les réquisitions de logements vides. Rien à dire non plus à propos des promoteurs et des spéculateurs immobiliers. Comme quoi,

## Une nouvelle phase de la crise de l'économie mondiale

# La crise de l'euro

Commencé de rédiger début octobre 2011, ce texte ne pouvait totalement anticiper l'accélération de la crise politico-financière en Europe. La Grèce, en crise sociale ouverte, refuse de subir les diktats des dirigeants européens, de la BCE et du FMI, de mettre en œuvre les plans d'austérité et de rembourser une dette souveraine pourtant déjà fortement décotée. Début novembre, la dernière réunion du G.20 à Cannes a révélé l'incapacité des grandes puissances, à résoudre le problème grec et l'énorme endettement de plusieurs Etats de la zone euro.

La « dévalorisation » du capital est permanente mais elle s'accroît pendant la crise. Elle se traduit par une forme de **suraccumulation du capital** : trop de capital accumulé par rapport aux potentialités du marché et donc aux potentialités de bénéfices. Cependant, même en temps de crise, la quête insatiable du profit, la nécessité de valoriser les capitaux disponibles n'interrompent pas le processus d'accumulation qui va se focaliser sur de nouveaux secteurs considérés comme porteurs d'avenir et donc supposés « rentables ». Pour les grandes firmes désormais mondialisées, les mécanismes déjà évoqués de la délocalisation vont favoriser cette évolution.

« L'accumulation de crise » se concentre donc sur les secteurs où le capital est encore susceptible de rapporter de la valeur et du profit. Les formes antérieures de production (parfois constituées d'équipements (de brevets) ou de bâtiments récents pas encore amortis se retrouvent subitement obsolètes, hors circuit, perdant toute valeur. On a donc une énorme « destruction » de capital accumulé selon un mécanisme prédateur bien analysé par Marx : « *la barrière du capital, c'est le capital lui-même* ». Ce caractère « **auto-destructeur** » du mode de production capitaliste, particulièrement aigu pendant la crise, a été relevé, sinon analysé, par de nombreux économistes. C'est un facteur déterminant qui permet de saisir la « dynamique » et les spécificités de la crise en cours ainsi que ses conséquences sur la force du travail et les salaires.

La sur-accumulation de capital suppose implicitement la **surproduction de marchandises** (et de services)<sup>1</sup>. Cette surproduction n'est que le sous-produit

de la loi de concurrence, de la « guerre économique » qui se mène entre les détenteurs de capitaux. La surproduction ne se traduit pas nécessairement par des stocks physiques de biens invendus (bien que cet aspect soit bien évidemment toujours présent). Désormais, grâce à une politique « rationnelle » de gestion de la production, des flux d'importation



Grève générale des fonctionnaires en Grande-Bretagne

ou d'exportation, la « surproduction » n'est que latente. De toute manière, elle ne sera que **relative**, dans un monde où des besoins essentiels d'une part importante de la population ne sont pas satisfaits.

Elle ne peut être que relative car elle reste limitée par les capacités d'absorption du marché et conditionnée par l'existence d'une demande **solvable** qui dépendra pour une grande part, à l'issue du cycle de production, à la part de plus-value revenant à la force de travail, au « partage » entre les profits et les salaires. Que la position politique et sociale du salariat ait, dans ce « partage », un rôle déterminant relève de l'évidence.

De 2008 à aujourd'hui, la mise en valeur du capital s'est donc poursuivie, mais dans des conditions de plus en plus

difficiles et prédatrices. Les grands groupes mondialisés ont été évidemment les mieux placés pour tirer bénéfice d'une situation où la base d'extorsion de la plus-value s'est restreinte, notamment dans les pays du « centre ». Les grands groupes se sont organisés autour de certains secteurs-clé de l'économie, souvent les plus rentables<sup>2</sup>. Cette « rationalisation » de

la production n'a pu se faire qu'en introduisant de nouvelles technologies, c'est-à-dire des modes de production plus « efficaces » (productivité accrue), c'est-à-dire en réduisant encore, dans ces secteurs, la part du travail dans la production. Ces gains de productivité expliquent pourquoi il n'y a pas eu de créations nettes d'emplois lors des brefs « rebonds » conjoncturels qui se sont produits depuis 2008 (croissance sans emploi ou « *jobless recovery*) et que les embauches réalisées l'ont le plus souvent été à des conditions salariales inférieures à celles de l'avant-crise.

Mais la « destruction » de capital ne concerne pas seulement le secteur « réel » de l'économie, elle concerne aussi les « **bulles de capital fictif** » accumulées, tout au long des phases récurrentes de la spéculation monétaire et financière. Il est évidemment difficile d'appréhender l'ampleur de ces processus permanents de destruction de valeur mais le comportement de la Bourse, très volatile en période de crise, permet cependant d'en avoir une idée. On a ainsi estimé qu'en deux jours, les 5 et 8 août 2011, en Europe et aux Etats-Unis, la capitalisation boursière aurait baissé de plus de 900 milliards d'euros, soit 37% des pertes des six mois précédents au cours desquels la seule baisse des marchés boursiers aurait fait perdre 3400 milliards<sup>3</sup> d'euros de capitalisation boursière des deux





## Une nouvelle phase de la crise de l'économie mondiale

*partie de la soi-disant richesse nationale qui entre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique... Le crédit public, voilà le credo du capital ».*

Marx, dans des termes d'une étonnante actualité, indique comment cette dette publique opère comme « un agent de l'accumulation » car, dit-il, « d'un coup de baguette, elle doue l'argent improductif de la vertu reproductrice et le convertit en capital sans qu'il ait pour cela à subir les risques, les troubles inséparables de son emploi industriel et même de l'usure privée »<sup>7</sup>

Il montre bien, dès l'origine, la connivence entre les banques, « les associations de spéculateurs privés » et les gouvernements et ironise sur « l'effet produit sur les contemporains par l'apparition soudaine de cette engeance de bancocrates, financiers, rentiers, courtiers, agents de change, brasseurs d'affaires et loups-cerviers » (op.cit., p.197). Le rôle des banquiers d'aujourd'hui, des dirigeants de « hedge funds » et d'agences de notation, des traders et des spéculateurs en tous genres n'est guère différent et nous conduit à « questionner » la **nature même des « marchés financiers »**.

Un des avantages de l'approche marxiste, c'est qu'elle permet de saisir les différentes formes de la valeur et les différents types de capitaux qui n'en sont que l'expression : capital productif, capital-argent, capital commercial, capital bancaire, tous considérés comme forme d'existence particulière de la valeur. De ce point de vue, les marchés « financiers », ne sont pas « extérieurs » à l'Etat et au système politique, ils lui sont organiquement liés.

Partant d'une problématique différente et analysant les rapports entre le « système financier » et « le système étatique », J. C. WERREBROUCK montre bien qu'à l'ère de la mondialisation, l'Etat tend à être « enkysté dans la Finance ». Cela ne signifie pas la disparition du « politique » mais un fonctionnement de l'Etat « sur la base des intérêts supérieurs de la Finance »<sup>8</sup>. Cela implique d'ailleurs, selon lui, « un échange de services financiers et entrepreneurs politiques » avec tout ce que cela peut impliquer du

point de vue des « conflits d'intérêt ». Le conflit d'intérêt dans la Finance est d'ailleurs la sanction juridique qui permet de dépister les violations de la loi, la collusion illégale entre les « politiques », les financiers et.. les fraudeurs<sup>9</sup>

On assiste alors en Europe, à l'émergence d'une nouvelle catégorie « socio-économique », déjà présente aux Etats-Unis, celle des « **financiers-fonctionnaires** ». Alors que jusque là, les anciens (hauts) fonctionnaires pouvaient aller « pantoufler » dans la Banque privée (les fonctionnaires-financiers), désormais les « financiers » prennent directement place dans les rouages de l'Etat et des institutions internationales<sup>10</sup>. On aboutit ainsi au trypique américain de la « porte à tambour » entre la FED-Trésor, Wall Street et la Maison Blanche. Une sorte de symbiose organique entre ces institutions avec les mêmes protagonistes aux fonctions interchangeables.

Parce qu'ils semblent ignorer cette réalité, les discours et les proclamations sur la nécessité de contrôler, voire de « domestiquer » la Finance et les marchés financiers, de les mettre « au service » de la croissance économique relèvent, ou de l'irénisme ou de la pure mystification. Proposer que la Banque Centrale Européenne (BCE) vienne « sauver » les banques en rachetant leurs titres souverains décotés relève de la même illusion. La BCE, tout comme l'Union européenne est une construction juridique « lourde » qui, dès son origine, a été conçue pour répondre, dans le contexte européen de la mondialisation, aux besoins du capitalisme international. La « démocratisation » de ses fonctions supposerait la remise en question radicale de ses principes fondateurs.

La crise ouverte des dettes souveraines initiée par la situation de la Grèce mais prolongée maintenant à l'échelle de l'Europe toute entière doit nous amener, non pas à élaborer d'hypothétiques scénarios de « sortie de crise » mais à envisager l'entrée dans une nouvelle étape de cette crise, certainement plus destructrice encore, celle d'une **déflation mondiale**. Cette déflation pourrait alors prendre, en l'absence d'un changement radical de régime politique, une triple forme : une déflation des prix mais aussi une déflation salariale ainsi

qu'une déflation des dettes. Quels sont aujourd'hui les fondements théoriques d'une telle possibilité ?

Un constat tout d'abord. L'été 2011 et le nouveau krach boursier de septembre-octobre semblent avoir « douché » les espoirs de tous les « experts » et institutions qui avaient précédemment anticipé la reprise de l'économie mondiale. Le FMI a publié le 20 septembre dernier de nouvelles prévisions économiques pour 2011 et 2012. Selon ces prévisions, la croissance mondiale retomberait de 5,1% à 4% en 2011 et 2012 mais pour les pays « avancés », qu'il s'agisse de la zone euro ou des Etats-Unis, la croissance serait particulièrement médiocre (+1,6% en 2011 pour la première ; +1,5 % pour les seconds). Le Japon verrait sa croissance baisser de 0,5% en 2011 puis encore de 2,3% en 2012. Seule la Chine conserverait une croissance supérieure à 9%, l'Inde une croissance supérieure à 7%. Mais depuis cette publication, la crise grecque et celle des dettes souveraines européennes a conduit les économistes à réviser encore à la baisse ces prévisions. Les Bourses mondiales, déjà très affectées par le krach d'Août-Septembre continuent à baisser.

A cet automne 2011, nous sommes donc désormais entrés dans une phase où la « sortie de crise » n'est même plus envisagée, ni même envisageable à court-moyen terme. Par delà la poursuite et l'amplification des conflits sociaux actuels, comment le capitalisme va-t-il tenter de surmonter ses contradictions, avec quelles conséquences sur le plan politique et social ? Une façon purement « économique » d'appréhender la situation peut consister à examiner l'alternative qui sera nécessairement posée entre l'inflation et la déflation, restant entendu que pour le mouvement social, les travailleurs et les jeunes, aucune de ces solutions ne pourra permettre de résoudre les problèmes de fond posés à la société.

Pour tenter d'illustrer cette alternative, il nous faut réexaminer les mécanismes généraux de la concurrence évoqués précédemment car ils vont nous permettre de prendre en compte un élément essentiel du fonctionnement de l'économie capitaliste : **la détermination du niveau général des prix**<sup>11</sup>.

## Une nouvelle phase de la crise de l'économie mondiale

Avec la crise ouverte en 2008, nous l'avons dit, les lois de la concurrence se font faites de plus en plus dures et on peut estimer que, « toutes choses égales par ailleurs », comme disent toujours les économistes, la pression à la baisse des prix s'est accentuée. Il faut admettre que, **de manière générale**, les pressions déflationnistes sont concomitantes à la crise<sup>12</sup>. La déflation découlerait ainsi des lois de la concurrence analysées par Marx et de la nécessaire correspondance entre valeur et prix.

Pourtant, bien qu'après fin 2008, des tendances déflationnistes se soient manifestées dans de nombreux secteurs d'activité (l'automobile, le textile et d'autres branches de biens de consommation et de biens d'équipement), dans la plupart des pays industrialisés, et ce, jusqu'à aujourd'hui, le niveau **moyen** des prix n'a pas baissé, il a continué à augmenter, bien que de façon beaucoup plus réduite et différenciée<sup>13</sup>. C'est d'ailleurs en postulant que les prix ne pouvaient vraiment pas repartir à la hausse, que le risque inflationniste serait désormais limité que les plans de « sauvetage » des banques, par la création massive de monnaie, avaient été justifiés et largement mis en œuvre en Europe et aux Etats-Unis.

Ces conceptions ont été validées non seulement par des « experts » keynésiens ou post-keynésiens (Krugman,) mis aussi par des politiciens et des banquiers parfaitement orthodoxes (Bernanke aux Etats-Unis). La référence implicite était la crainte d'un retour à la sombre période de la crise de 1929 jusqu'à l'avènement de ROOSEVELT en 1933, période où « l'orthodoxie monétaire » de réduction de la masse monétaire avait prévalu<sup>14</sup>.

On pourrait dire que, au moment du déclenchement de la crise et jusqu'en 2009-2010, les mécanismes puissants de la concurrence ont pesé en faveur de la baisse des prix mondiaux des marchandises et des services mais que, contrecarrant ce processus, la « planche à billets » et les diverses formules de « quantitative easing » ont permis de contenir le phénomène. La situation va pourtant se modifier en fin de période car on va assister à **une très forte hausse du prix des matières**

**premières**, agricoles et industrielles ainsi que des prix du pétrole. Des causes « réelles » selon les experts (le climat, la rareté de certains produits) mais aussi, incontestablement, la **spéculation**. En effet, des capitaux qui ne parviennent plus à se mettre en valeur dans l'immobilier ou la Finance se reportent vers ces nouveaux marchés où il est possible de réaliser rapidement d'importants bénéfices.

Le contexte politique général au Moyen Orient, ainsi que les révolutions arabes ont également favorisé le phénomène.

Parallèlement à la déflation par prix, il faut considérer les processus de **déflation salariale** (baisse des revenus du travail) qui lui sont liés. Théoriquement, même si dans une première étape, notamment dans un pays comme la France, les modalités de l'assurance-chômage et les « amortisseurs sociaux » ont pu freiner la baisse des revenus salariaux, la crise, ne serait-ce que par l'extension du chômage, doit nécessairement combiner **déflation des prix et déflation salariale**.

Mais il est un processus déflationniste qui va venir s'ajouter à déflation des prix et des salaires et qui se manifeste généralement dans la première phase de la crise, c'est celui de **la déflation des dettes**. En effet, la crise « révèle » le surendettement des entreprises, des banques et aussi des ménages. En 1929, aux Etats-Unis, l'endettement précurseur du krach s'était surtout développé à travers les achats d'actions et de titres boursiers, titres ayant été, surtout dans la dernière phase de hausse de la Bourse, acquis à crédit auprès des banques mais aussi d'institutions financières spécialisées<sup>15</sup> qui feront d'ailleurs massivement faillite au moment du krach d'Octobre 1929.

Irving FISHER, (à l'origine un banquier mais et dont la banque avait fait faillite en 1929) avait théorisé, après coup, ce mécanisme spécifique de déflation<sup>16</sup>. Si,



en 1929, les actions avaient atteint un cours si élevé, sans rapport avec la perte de rentabilité de l'économie réelle, c'est que les banques avaient engagé des capitaux dans « des opérations improductives sans espoir ». Le laxisme monétaire, « l'indulgence » du contrôle ont généré des « bulles », une frénésie spéculative financée par l'endettement dans l'immobilier et la Bourse. Il mettait en cause la responsabilité de la Réserve Fédérale, de Wall Street et de l'administration de Washington dans la propagation des excès du crédit et de la déflation par la dette qui en a résulté.

Le 15 novembre 2011

*Nous publions cette analyse que nous partageons pleinement avec l'aimable autorisation de son auteur : Robert Rollinat.*

## Etat espagnol : Après le succès du 29 mars

# Et maintenant ?

Le 29 mars des centaines de milliers de salariés, répondant à l'appel des Commissions ouvrières et de l'UGT, ont manifesté dans les rues de toutes les villes d'Espagne contre la réforme du travail et contre le plan d'austérité préparés par le gouvernement Rajoy. Alors que les dirigeants syndicaux appelaient le gouvernement à la négociation, en lui laissant un délai de réflexion jusqu'au 1<sup>er</sup> mai, celui-ci a immédiatement répondu par la bouche de sa ministre de l'emploi, Fatima Banez : « La loi ne sera pas changée ! »

**A**vec l'arrivée du gouvernement Rajoy, les mesures anti-ouvrières entamées par Zapatero se sont aggravées, contre-réforme du travail, austérité accrue pour satisfaire aux demandes de l'UE avec comme objectif le remboursement de la dette. Ces agressions ont provoqué la colère d'une classe ouvrière déjà réduite à la portion congrue quant aux salaires et à la précarité de l'emploi par trente trois ans de dialogue social entre l'État, les patrons et les syndicats. Et ce n'est qu'après que les syndicats nationalistes basques aient appelé à une grève de 24 heures le 29 mars que les directions de l'UGT et des CCOO s'y sont ralliées contraintes et forcées.

### Un premier avertissement

La convocation de la grève dans l'unité de tous les syndicats, est cependant une première au Pays Basque, ce qui a favorisé son étendue et sa suivie massive. Sa portée se verra néanmoins limitée par l'absence d'un objectif politique précis si ce n'est celui de négocier la modification de cette rétro-réforme, selon les termes mêmes employés par les dirigeants syndicaux de l'UGT et des CCOO qui ne parlent pas, loin s'en faut, de son retrait pur et simple, bien que telle est l'aspiration première de la classe ouvrière. Mais peut-on attendre autre chose de dirigeants qui ont entériné tous les plans de restructuration industrielle engagés par les gouvernements successifs depuis trois décennies et qui, tout récemment encore, s'asseyaient encore à la table des négociations pour accepter les propositions patronales de gel des salaires et de flexibilité du travail ?

### Échec du « dialogue social »

C'est cette pratique ininterrompue de la collaboration de classe, de la démobilisation perpétuelle imposée par ces dirigeants qui ont poussé le gouvernement du PP à oser affronter la classe ouvrière malgré sa faiblesse manifeste, puisqu'il vient d'essuyer trois mois à peine après son investiture deux défaites simultanées aux



Le 29 mars dans tout l'état espagnol

élections régionales en Andalousie et aux Asturies. C'est aussi ce dialogue social auquel ils font de nouveau appel au lendemain de la grève qui a empêché les travailleurs et, derrière eux, toute la population de se défendre contre les agressions successives des capitalistes et de leurs gouvernements Sans un changement radical de cette stratégie des dirigeants syndicaux qui nous parlent de retour aux conditions de travail du XIX<sup>e</sup> siècle, car la réforme permet de modifier les salaires et les horaires de travail, la mobilité des postes de travail ainsi que les licenciements, au prétexte d'une baisse des profits des entreprises et, de plus, elle abaisse les indemnités de licenciements de moitié, conduisant, en un mot, à une classe ouvrière taillable et corvéable à merci.

### Lutte de classes

Sans une intensification de la lutte de classes, capable de reconstituer les

acquis de la classe ouvrière et de les étendre, aucune issue favorable aux intérêts de la majorité de la population n'est possible. Rappelons que ces conquêtes sociales, aujourd'hui supprimées par le décret du gouvernement du PSOE sur les retraites et celui de PP sur le travail, furent arrachées en Espagne en pleine dictature militaire et qu'elles commencèrent à être battues en brèche par les premières mesures de restructuration économique du PSOE de Felipe Gonzalez à partir de 1982 - mines, sidérurgie, chantiers navals, banques passèrent à la guillotine avec un coût d'un million de licenciements, vouant à la déchéance des régions entières et ne s'imposèrent que grâce à l'appui décisif des directions des CCOO et de l'UGT qui, depuis, n'ont cessé de préconiser le dialogue social pour résoudre les conflits sociaux, n'hésitant pas à disqualifier la grève comme outil de défense des revendications ouvrières (déclarations au journal « El Pais » de Fernandez Toxo, secrétaire général des CCOO). Toutes ces attaques ne pourront être surmontées qu'avec la mise en œuvre des méthodes classiques de la lutte de classes : assemblées générales, élections de délégués révocables et de comités de grève, incluant les syndicats de classe et le rejet de toutes les entraves à leur action (services minimums, préavis de grève, piquets), toutes conditions essentielles à la réalisation effective de la grève générale.

**Le 31 mars 2012**  
**Domingo Blaya**

## Grèce : Annulation de la dette !

# Rupture ou faillite

Le peuple grec est aujourd'hui la principale victime en Europe des fauteurs de crise, c'est à dire du capitalisme mondial et des spéculateurs pour qui les opérations boursières et la fabrication de « produits financiers » toxiques est plus rentable que les investissements dans le secteur productif, car le capitalisme est arrivé à l'âge de sa décomposition. S'il n'est pas possible de détailler ces formules ici, il est aisé de montrer comment les criminels de la finance pressurent le peuple grec : un rappel historique s'impose.

**E**n 1981 la Grèce adhère à la CEE. En 2001 elle remplit les fameux « critères de Maastricht » limitant en particulier les déficits à 3% du PIB et en 2002 elle abandonne la drachme pour l'euro. Ce faisant, elle se voit interdire comme chaque Etat membre de la zone euro de passer par la BCE pour toute initiative financière et toute forme d'emprunt. L'euro, dont la cotation est forte sur les places financières mondiales devient un boulet pour la faible industrie grecque dont les exportations descendent en flèche hors zone euro. Rapidement l'Etat grec se trouve au bord de la cessation de paiement.

### Répartition des tâches

Le gouvernement du social-démocrate Papandréou fils va obéir aux injonctions du FMI, lequel promet un prêt de 45 milliards de dollars, à condition que soit mis en œuvre un premier plan d'austérité (avril 2010). La riposte des masses se traduit par de violents affrontements avec la police cependant que, du début des affrontements jusqu'à aujourd'hui, le PC grec, stalinien jusqu'à l'os refusera toujours toute forme de combat unitaire, manifestant à part, lançant des mots d'ordre de grève à part et dénonçant les prétendues collusion des anarchistes avec la police, lors des émeutes qui suivirent la mort d'un jeune lycéen tué par la police.

### Plan de « sauvetage »

Si les Etats ne peuvent emprunter à la BCE, ils doivent obéir aux injonctions de celles-ci et du FMI qui leur enjoignent d'emprunter aux banques. A ce sujet, il est intéressant de voir que si les banques empruntent à la BCE, c'est avec un taux d'intérêt de 1% tandis qu'elles prêtent à la

Grèce et à d'autres à des taux 10 fois plus élevés. Dès lors, chaque annonce du déficit « structurel » de l'Etat grec fait monter les enchères sur les places boursières qui exigent, en parfaite entente avec les agences de notation des taux d'intérêt d'autant plus élevés que le pays a été mal noté et qu'il se trouve avec le couteau sous la gorge. Un prétendu « plan de sauvetage » de 110 milliards d'euros est ainsi accordé par les ministres des finances de la zone euro en mai 2010. Au printemps 2011, nouveau coup de tocsin : face à la nouvelle banqueroute, le gouvernement Papandréou décide d'un nouveau plan d'austérité économisant 28 milliards d'euros en taillant dans les



*Les rapaces :  
Angela Merkel et Christine Lagarde*

retraites, en licenciant des fonctionnaires par milliers, et en privatisant une large partie du secteur public.

### Plan « d'aide »

Le 22 juillet 2011 un énième « plan d'aide » de 109 milliards d'euros est attribué. Le gouvernement Papandréou dans une ultime manœuvre face aux créanciers et au couple Merkel-Sarkozy, annonce le 31 octobre qu'il soumettra l'accord exigé par l'UE pour un quatrième

plan d'austérité à un référendum. Cris d'orfraies du duo Sarkozy-Merkel et du FMI. Apeuré à l'idée d'une rupture, Papandréou renonce au referendum deux jours plus tard et démissionne au profit d'un gouvernement de « techniciens » présidé par Papadémós avec la participation des fascistes du L.A.O.S. Ce prétendu gouvernement de « techniciens » n'est ni plus ni moins que l'encadrement du personnel politique servile « de gauche » et de droite par les serviteurs les plus directs du FMI, de la Banque Mondiale et des créanciers.

### Plan d'austérité

Enfin, le 20 février 2012, les ministres des finances de la zone euro accordent un versement supplémentaire de 130 milliards d'euros en échange de nouvelles mesures d'austérité (5ème plan d'austérité !). Ainsi, les dirigeants du capitalisme mondial n'offrent aucune issue à leur victime : comme les tortionnaires bien connus de certains régimes, ils plongent la tête de l'accusé dans la baignoire et la ressortent périodiquement avant d'exiger plus. Ils savent pertinemment que la prétendue croissance est un objectif inatteignable et que les dettes ne seront jamais remboursables. Leur objectif est de mettre le peuple grec à genoux, comme les peuples portugais, irlandais, espagnol, italien, et aussi, soyons-en surs, français. Mais les peuples ont de la ressource. Et contrairement à M. Mélenchon et Jacques Généreux son conseiller, nous ne faisons pas de distinction entre bonnes et mauvaises dettes. La dette n'est pas « renégociable », elle doit être annulée.

**Paul Rauschert, 28 mars 2012**

## Argentine : 8<sup>e</sup> Congrès du MST

# Nouvelle situation, nouveaux défis

Du 8 au 11 mars s'est tenu, à Buenos Aires, le 8<sup>e</sup> congrès du MST. A son ordre du jour la discussion sur la situation internationale et nationale, le bilan de la période écoulée et l'orientation politique pour la prochaine, un congrès vivant qui a reflété les progrès réalisés dans la construction du MST sur tout le territoire de ce vaste pays : l'Argentine. Premier bilan

**A**u meeting d'ouverture étaient présents les délégués de notre courant international, ainsi que Pino Solanas et les représentants de toutes les organisations qui composent « Proyecto Sur » (Projet Sud), les secrétaires généraux de la Centrale des Travailleurs Argentins (CTA) : Pablo Micheli, secrétaire national et Carlos Chile, secrétaire pour Buenos Aires.

### La crise mondiale du capitalisme

C'est le rapport sur la situation internationale et sa discussion qui a ouvert le premier jour du Congrès. L'analyse de la crise capitaliste dont l'épicentre se trouve au cœur de l'impérialisme : USA, Europe et Japon, crise qui va continuer de se développer, combinée à un processus de décélération des économies chinoise, brésilienne, a été au centre des débats. Les puissances impérialistes ont toutes engagé des plans d'austérités remettant en cause toutes les conquêtes sociales arrachées par les travailleurs et les peuples dans la lutte des classes. Cette situation ouvre la voie à de nouveaux et importants processus de luttes et de réponses sociales, de constructions politiques anticapitalistes et antimpérialistes. Les grandes mobilisations dans l'Etat espagnol, l'appel à la grève générale, les manifestations en Italie, les manifestations en Russie contre la fraude électorale, la grève des enseignants sur la question des salaires dans notre propre pays, tout ceci au moment de notre Congrès, indiquent la dynamique de la situation. Dans ce cadre, notre Congrès a décidé d'engager une campagne en Amérique latine contre les « mégaminéras » - gigantesques mines à ciel ouvert qui évalent toute la cordillère des Andes – et une autre campagne en soutien au processus des révolutions arabes ainsi que contre le régime syrien qui mène une répression

feroce, sanguinaire, contre le peuple qui s'est dressé contre lui.

### Regroupement international

Le Congrès a évalué les conclusions du récent voyage de nos délégués à Amsterdam à la réunion du Comité International de la IV<sup>e</sup> Internationale, où nous avons signé un protocole d'accord, point de départ d'un processus de convergence et de travail commun qui se poursuivra jusqu'au prochain congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le 8<sup>e</sup> Congrès du MST a approuvé la nécessité d'avancer dans notre politique de regroupement international des révolutionnaires, qui s'exprime aujourd'hui dans la possible unification et convergence de notre courant et du secteur du trotskysme provenant du « mandélisme » (1), sous le sigle de la IV Internationale, qui aujourd'hui regroupe des organisations de gauche d'origines diverses.



Meeting d'ouverture du 8<sup>e</sup> congrès du MST

### Accélération et nouveaux processus

Le débat sur la situation nationale a mis en exergue que l'Argentine de 2012 est le reflet d'un changement politique. L'irruption de la crise internationale et l'essoufflement de la politique « Kirchneriste » oblige le gouvernement à s'affronter à des secteurs du mouvement de masse. C'est ce que nous avons vu dans le choc entre les

entreprises des « megaminéras » et les peuples qui se dressent contre elles. Ou encore dans la catastrophe ferroviaire à la gare « Once » qui a mis à jour la corruption et l'irresponsabilité de ce gouvernement et des concessionnaires des lignes de chemin de fer privatisées. La crise du « Kirchnerisme » s'exprime aussi dans les attaques de la Présidente, Cristina Kirchner, contre les enseignants en lutte pour des salaires décentes. Tous ces faits, ainsi que l'augmentation des prix des services, des transports publics et des produits alimentaires font craindre, à juste titre, dans la population, l'approche de temps difficiles. De là l'importance que notre congrès a donnée au renforcement de notre présence dans la CTA (Centrale des travailleurs argentins) et dans la construction de cette centrale syndicale qui, aujourd'hui, est la seule à manifester contre les mesures d'austérité. Nous participons activement comme Courant syndical du MST dans les luttes engagées par les fédérations de cette centrale, de même que nous soutenons la construction de nouvelles directions syndicales et de listes d'opposition dans les fédérations de la CGT, qui par la crise de la vieille bureaucratie, ouvre des espaces à ces nouveaux phénomènes.

### Renforcer et développer le MST

Pour la construction d'un outil politique large avec un programme de fond, le MST a réaffirmé sa participation à la construction du « Movimiento Proyecto Sur », car c'est la seule alternative qui dresse de manière unitaire les grandes orientations dont le pays a besoin.

(1) Du nom d'Ernest Mandel (1923-1995), responsable du Secrétariat Unifié de la IV Internationale

**Extraits d' « Alternativa Socialista » du 15 mars 2012**  
**Traduction Elie Cofinhal**

## Algérie : 50<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance (1<sup>re</sup> partie)

# La marche vers l'indépendance

Après 132 ans d'occupation coloniale, le 5 juillet 1962 l'Algérie devenait indépendante. La colonisation présentée comme l'œuvre civilisatrice de la France à l'exposition universelle de Paris en 1889 avait pris fin. Mais il faut le dire, cette indépendance a été arrachée grâce au combat acharné du peuple algérien tout entier, au travers d'un processus authentiquement révolutionnaire.

Après la guerre de 1914-18, le patronat français fait appel à la main-d'œuvre immigrée et en premier celle des colonies pour remplacer les 1 500 000 morts de la guerre impérialiste. La France est le premier pays d'immigration au monde devant les Etats-Unis d'Amérique. Des dizaines de milliers d'Algériens, un tiers de la population active de l'Algérie, pour beaucoup originaires de Kabylie et de Tlemcen, vont se retrouver dans les régions industrielles en France. Nord, ils vont s'intégrer ainsi dans le mouvement ouvrier, participer aux assemblées générales, aux meetings, aux comités de grève, aux manifestations...se syndiquer. C'est ainsi qu'ils deviendront les cadres de la lutte pour l'indépendance.

### Première organisation

L'Etoile nord-africaine (ENA), association des musulmans algériens, tunisiens et marocains, est fondée en 1926. Son comité directeur de 25 membres comprend 17 communistes. Messali Hadj (1898-1974) qui a adhéré au PCF en 1925, devient secrétaire général de l'ENA en 1926. Son programme : l'indépendance nationale, la défense des libertés démocratiques sera au centre des discussions de son premier congrès à Bruxelles (10/15 février 1927), Messali Hadj y fait dans son discours le procès du colonialisme, la fidélité au programme de l'Internationale Communiste sur la question nationale et coloniale est réaffirmé. La construction de l'ENA va se heurter à la politique du PCF subordonnée à Staline. L'ENA qui compte plus de 4 000 militants organisés en cellules, rayons et secteurs, est un parti ouvrier qui va rompre avec le PCF en 1929.

### Programme de l'Etoile

Le projet de programme adopté par sa direction le 28 mai 1933 comprend deux

parties : a) Suppression du Code de l'indigénat, des lois d'exception, des communes mixtes et des territoires militaires ; liberté de voyage entre l'Algérie et la France...b) Indépendance totale de l'Algérie ; gouvernement national révolutionnaire ; Assemblée Constituante élue au suffrage universel par tous les habitants de l'Algérie ; réforme agraire ; nationalisation des banques, des mines, des chemins de fer, des ports et des services publics.

Le 14 juillet 1936, l'Etoile participe avec son drapeau, ses mots d'ordre, aux défilés organisés par le Front populaire auquel il a adhéré, ils sont 35 000 à Paris, 5 000 à Lyon. Mais la rupture avec le Front populaire est vite



Messali Hadj (1898-1974)

consommée : contre l'indépendance de l'Algérie, celui-ci élabore un plan, le plan Viollette, qui prévoit le rattachement de l'Algérie à la France. Le 31 juillet 1936, l'Etoile organise un meeting dans la salle de la Mutualité à Paris avec 6 000 participants, en soutien à la révolution espagnole.

### Implantation en Algérie

Le 2 août 1936, Messali Hadj est de retour en Algérie après de longues années d'exil, il prononce ce jour là un discours, dans le stade d'Alger, qu'il conclut en lançant dans le micro, après avoir ramassé une poignée de terre, « On ne vend pas son pays, on n'assimile pas son pays ! », c'est l'explosion, il est porté en triomphe jusqu'à son domicile. Pendant les trois mois qu'il va rester en Algérie, l'Etoile va s'implanter à Alger, Tlemcen, Oran, Constantine, en Kabylie...

C'en est trop pour le gouvernement de Front populaire soutenu par le PCF, il prononce l'interdiction de l'Etoile le 26 janvier 1937.

### Le PPA

Le 11 mars 1937, à Nanterre, devant 300 militants, Messali Hadj, annonce la naissance du Parti du Peuple Algérien qui continue l'Etoile dans ses structures et son programme.

Il est tout de suite en butte à la répression policière, aux calomnies du PCF et aux attaques de la réaction. Il reçoit le soutien des groupes révolutionnaires, trotskystes, anarchistes, syndicalistes révolutionnaires, gauche de la SFIO, opposants du PCF. C'est ainsi qu'à lieu à St Denis le 17 juin 1937 un meeting de 800 participants à l'appel du PPA et du POI (IV Internationale).

Messali Hadj, en Algérie depuis juin 1937, est arrêté le 27 août. Le préfet interdit toutes les réunions du PPA. La répression se renforce et l'audience du PPA grandit. Le lendemain de la déclaration de guerre, le PPA est dissous. Le 4 août 1939, Messali Hadj qui venait d'être libéré un mois auparavant se retrouve en prison avec des dizaines de cadres du PPA. (À suivre...)

### Elie Cofinhal

Trimestriel

N°87 nouvelle série - N°144 ancienne série

Rédacteur en chef: Elie COFINHAL

**Comité de rédaction :**

Wladimir SUSANJ, Pierre-Yves CHIRON, Pedro CARRASQUEDO, Eric CLERIN, Anne GITAMENN, Benoît TAUSSAC, Jérôme LEFAURE, Daniel PETRI, Alain FOULON, Françoise DEBREUILLE, correspondants : Domingo BLAYA-BARREA, Mikel LANDABURU (Etat espagnol), Youssef RAMDANE (Algérie), Alternativa socialista (Argentine), Marea socialista (PSUV-Venezuela).

**Directeur de publication :**

Pedro CARRASQUEDO.

**Commission paritaire 0611G88134**

**ISSN 1271-1101**

**Imprimerie spéciale**

La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti communiste en précisant dans la préface de 1872 : « *La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts.* ».

C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à proclamer la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938. Notre drapeau, c'est la IV<sup>e</sup> internationale. Notre programme : le Programme de Transition.

**Nos liens :**

**Venezuela : [www.aporrea.org](http://www.aporrea.org)**

**[www.mareasocialista.com](http://www.mareasocialista.com)**

**Argentine : [www.mst.org.ar](http://www.mst.org.ar)**

**France : [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)**



**Léon Trotsky**  
**( 1879 - 1940 )**

\* \* \*

*«Le Front populaire est une coalition de partis. Toute coalition, c'est-à-dire toute alliance politique durable a nécessairement comme programme d'action, le programme du plus mesuré des partis coalisés. Le Front populaire signifiait dès le début que socialistes et communistes plaçaient leur activité politique sous le contrôle des radicaux. Les radicaux français représentent le flanc gauche de la bourgeoisie impérialiste. Sur le drapeau du parti radical sont inscrits «patriotisme» et «démocratie». Le patriotisme signifie la défense de l'empire colonial de la France ; la «démocratie» ne signifie rien de réel, mais sert seulement à enchaîner au char de l'impérialisme les classes petites-bourgeoises. C'est précisément parce que les radicaux unissent l'impérialisme pillard à une démocratie de façade que, plus que tout autre parti, ils sont contraints de mentir et de tromper les masses populaires. On peut dire sans exagération que le parti de Herriot-Daladier est le plus dépravé de tous les partis français, représentant une sorte de bouillon de culture pour les carriéristes, les individus vénaux, les affairistes de la Bourse et, en général, les aventuriers de toute sorte. Puisque les partis du Front populaire ne pouvaient aller au-delà du programme des radicaux, cela signifiait pratiquement qu'il soumettait les ouvriers et les paysans au programme impérialiste de l'aile la plus corrompue de la bourgeoisie.*

**Léon Trotsky**

**L'heure de la décision approche : sur la situation en France**

**18 décembre 1938**

\* \* \*